

ATTENDU QUE ce mandat se termine le 30 juin 2008 et qu'il y a lieu, conformément à la demande du juge en chef, d'approuver à nouveau sa désignation ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Justice :

QUE soit approuvée la désignation, à titre de juge coordonnateur, pour les districts judiciaires d'Arthabaska, de Saint-Maurice et de Trois-Rivières, de monsieur le juge Mario Tremblay, pour un mandat d'une durée d'un an prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2008.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GÉRARD BIBEAU

50198

Gouvernement du Québec

### **Décret 629-2008, 18 juin 2008**

CONCERNANT la nomination d'un membre de l'Office des professions du Québec

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 4 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26), l'Office des professions du Québec est composé de cinq membres domiciliés au Québec, dont un président et un vice-président, nommés par le gouvernement, qui fixe leur traitement ;

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de cet article, quatre de ces membres, dont le président et le vice-président, doivent être des professionnels et trois d'entre eux, dont le président ou le vice-président, sont choisis parmi une liste d'au moins cinq noms que le Conseil interprofessionnel fournit au gouvernement ;

ATTENDU QU'en vertu du troisième alinéa de cet article, le cinquième membre ne doit pas être un professionnel et qu'il est choisi en fonction de son intérêt pour la protection du public que doivent assurer les ordres professionnels ;

ATTENDU QU'en vertu du quatrième alinéa de cet article, les membres de l'Office, autres que le président et le vice-président, sont nommés pour une période déterminée qui ne peut excéder trois ans ;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 10 de cette loi, toute vacance survenant au cours de la durée du mandat d'un membre de l'Office est comblée pour la durée non écoulée de ce mandat, en suivant le mode de nomination prescrit pour la nomination du membre à remplacer ;

ATTENDU QUE madame Maybel Garneau a été nommée membre de l'Office des professions du Québec par le décret numéro 893-2006 du 3 octobre 2006, qu'elle a démissionné de ses fonctions et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre responsable de l'application des lois professionnelles :

QUE monsieur James Archibald, directeur de l'Unité de formation en traduction, Université McGill, soit nommé à compter des présentes membre de l'Office des professions du Québec, pour un mandat prenant fin le 2 octobre 2009, en remplacement de madame Maybel Garneau ;

QUE le décret numéro 3089-81 du 11 novembre 1981 concernant le traitement des membres de l'Office des professions du Québec à l'exclusion du président et du vice-président, s'applique à monsieur James Archibald ;

QUE monsieur James Archibald soit remboursé des frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions conformément aux règles applicables aux membres d'organismes gouvernementaux et arrêtées par le gouvernement par le décret numéro 2500-83 du 30 novembre 1983.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GÉRARD BIBEAU

50200

Gouvernement du Québec

### **Décret 630-2008, 18 juin 2008**

CONCERNANT le Centre de santé et de services sociaux de la Basse-Côte-Nord

ATTENDU QUE, en vertu du décret numéro 247-2008 du 19 mars 2008, le ministre de la Santé et des Services sociaux assume pour une période de 90 jours se terminant le 23 juin 2008 l'administration provisoire du Centre de santé et de services sociaux de la Basse-Côte-Nord, et ce, conformément à l'article 492 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-4.2) ;

ATTENDU QUE, en vertu de ce même article 492, le délai prévu à l'article 490 de cette loi peut être prolongé par le gouvernement pourvu que le délai de chaque prolongation n'excède pas 90 jours ;

ATTENDU QU'il est nécessaire de prolonger pour une période additionnelle de 90 jours à compter de l'expiration de la période d'administration provisoire précitée, soit jusqu'au 21 septembre 2008, l'administration provisoire du Centre de santé et de services sociaux de la Basse-Côte-Nord;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Santé et des Services sociaux :

QUE l'administration provisoire du Centre de santé et de services sociaux de la Basse-Côte-Nord, assumée par le ministre de la Santé et des Services sociaux, se continue pour une période additionnelle de 90 jours à compter de l'expiration de la période d'administration provisoire, soit jusqu'au 21 septembre 2008.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GÉRARD BIBEAU

50199

Gouvernement du Québec

### **Décret 631-2008, 18 juin 2008**

CONCERNANT monsieur Daniel Adam, membre et président du conseil d'administration et directeur général de la Corporation d'urgences-santé

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du ministre de la Santé et des Services sociaux :

QUE les conditions d'emploi de monsieur Daniel Adam comme membre et président du conseil d'administration et directeur général de la Corporation d'urgences-santé, annexées au décret numéro 1091-2005 du 16 novembre 2005, soient modifiées par le remplacement, dans l'article 7, des mots « À la fin de son mandat de membre et président du conseil d'administration et directeur général » par les mots « À son départ ».

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GÉRARD BIBEAU

50201

Gouvernement du Québec

### **Décret 632-2008, 18 juin 2008**

CONCERNANT la nomination de monsieur Mario Larivière comme membre et président du conseil d'administration et directeur général par intérim de la Corporation d'urgences-santé

ATTENDU QU'en vertu de l'article 87 de la Loi sur les services préhospitaliers d'urgence (L.R.Q., c. S-6.2), la Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain continue d'exister sous le nom de Corporation d'urgences-santé;

ATTENDU QUE l'article 91 de cette loi prévoit notamment qu'outre son directeur général, le conseil d'administration de la Corporation d'urgences-santé est composé de dix personnes nommées par le gouvernement;

ATTENDU QUE l'article 92 de cette loi prévoit que le directeur général de la Corporation est nommé par le gouvernement après consultation des autres membres du conseil d'administration et qu'il est d'office président du conseil d'administration;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 96 de cette loi prévoit que la rémunération et les autres conditions de travail du directeur général de la Corporation sont établies par le gouvernement;

ATTENDU QUE monsieur Daniel Adam a été nommé membre et président du conseil d'administration et directeur général de la Corporation d'urgences-santé par le décret numéro 1091-2005 du 16 novembre 2005, qu'il a démissionné de ses fonctions avec prise d'effet le 30 juin 2008 et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QUE la consultation requise par la loi a été effectuée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Santé et des Services sociaux :

QUE monsieur Mario Larivière, consultant en gestion, soit nommé membre et président du conseil d'administration et directeur général par intérim de la Corporation d'urgences-santé à compter du 2 juillet 2008, en remplacement de monsieur Daniel Adam;

QU'à ce titre, monsieur Mario Larivière reçoive des honoraires de 103 \$ l'heure, pour un maximum de 40 heures de travail par semaine, desquels a été déduit l'équivalent de la moitié de la rente de retraite qu'il reçoit actuellement pour ses années de service dans le secteur public québécois;

QUE durant cet intérim, monsieur Mario Larivière, soit remboursé, sur présentation de pièces justificatives, des frais de représentation occasionnés par l'exercice de ses fonctions sur la base d'un montant mensuel de 290 \$ conformément au décret numéro 450-2007 du 20 juin 2007 concernant les Règles sur la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein;